

627 route de Jassans - BP 231 - CS 60231 - 01602 TRÉVOUX  
Tél : 04 74 08 97 66 - Fax : 04 74 08 97 67  
contact@ccdsv.fr www.ccdsv.fr

## ARRETE

### **Autorisant le déversement des eaux usées assimilées domestiques de l'établissement AU PETIT MOULIN dans le système de collecte et de traitement du système d'assainissement de Saint-Didier-de-Formans à Sainte-Euphémie appartenant à la communauté de communes Dombes Saône Vallée, aux conditions de l'arrêté**

Le président,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et en particulier ses articles L.2212-1et L.2212-2 et suivants : L. 2224-7 à L. 2224-12 et R 2333-127 ;

Vu le décret n°2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L.2224-7 à L.2224-12 du C.G.C.T et modifiant le code des communes ;

Vu le Code de la Santé Publique et en particulier son article L. 1331-10 ;

Vu le Code de l'Environnement et en particulier son article L. 213-10-2 modifié par l'article 84 de la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 ;

Vu le décret n°2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu le décret n°2006-503 du 2 mai 2006 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées, mentionné aux articles L. 2224-8 et L.2224-10 du C.G.C.T. ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub> et en particulier son article 13.

Vu le Règlement du Service de l'Assainissement de la communauté de communes Saône Vallée ;

Vu l'arrêté 2020A21 du 9 Juin 2020 portant délégation de fonction à Gilles GARNIER, Vice-Président en charge de l'assainissement ;

Vu la demande de déversement des eaux usées non domestiques de l'établissement AU PETIT MOULIN en date du 08 Octobre 2020 ;

## ARRETE

### **Article 1 – OBJET DE L'AUTORISATION**

L'établissement AU PETIT MOULIN, SIRET : 529 047 938 00020 situé 615, Route d'Ars à Sainte-Euphémie est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées domestiques et assimilées domestiques, issues d'une activité de restauration, dans le réseau d'assainissement via un branchement d'eaux usées situé Lotissement des Iris.

## Article 2 – CARACTERISTIQUES DES REJETS

### A. PRESCRIPTIONS GENERALES

Sans préjudice des lois et réglementation en vigueur, les eaux usées autres que domestique doivent :

- Etre neutralisées à un pH compris entre 5.5 et 8.5. A titre exceptionnel, en cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris 5.5 et 9.5.
- Etre ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 30°C.
- Présenter un rapport de biodégradabilité (DCO/DBO<sub>5</sub>) inférieur à 2.5 ;
- Ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles :
  - de nuire à la conservation des ouvrages de collecte et de traitement,
  - de porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système de collecte ou à la station d'épuration,
  - d'endommager le système de collecte, la station d'épuration et leurs équipements connexes,
  - d'entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues ;
  - de dégager directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou des vapeurs toxiques ou inflammables,
  - de nuire au fonctionnement du système de traitement, notamment à la vie bactérienne des filières biologiques,
  - d'être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatiques, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignade, etc.) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics ;
  - d'empêcher l'évacuation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'établissement AU PETIT MOULIN doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement. L'établissement prend les mesures nécessaires pour prévenir les risques de déversement de produits dangereux et pour limiter les conséquences d'un déversement accidentel.

### B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les prescriptions particulières auxquelles doivent répondre les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, sont définies en annexe.

## Article 3 – CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'établissement AU PETIT MOULIN, dont le déversement des eaux usées est autorisé par le présent arrêté, est soumis au paiement d'une redevance dont les tarifs sont fixés par la CCDSV. Dans le cadre de sa compétence assainissement et de son obligation de garantir le bon fonctionnement des réseaux d'assainissement et la qualité des eaux de rejet, la CCDSV a mis en place un coefficient de pollution (Cp). Il est calculé selon la formule suivante :

***Cp=1 + somme des coefficients de chaque paramètre***

Les paramètres considérés sont : DCO, DCO/DBO, MES, NK, As, Hg, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn.

Les coefficients associés à chaque paramètre selon leur concentration sont présentés à l'article 20 du règlement d'assainissement de la CCDSV.

**Le coefficient de pollution de l'établissement AU PETIT MOULIN est de :1.**

#### **Article 4 – PENALITES FINANCIERES**

Le non-respect des termes fixés dans cet arrêté pourra déclencher l'application de pénalités dans les cas suivants :

- Non-respect de l'autorisation de rejet ;
- Obstacle à l'instruction : visite ou non transmission des documents demandés par le service assainissement de la communauté de communes ;
- Non-transmission des données d'autosurveillances ;
- Dépassement des valeurs limites admissibles ;
- Absence de mise en conformité.

Chaque cas est détaillé dans l'article 22 du règlement d'assainissement de la communauté de communes.

#### **Article 5 – CONDITIONS TECHNIQUES**

L'entreprise doit assurer un confinement des effluents au sein de la partie privative des réseaux en cas de rejet d'effluents susceptibles de dégrader les ouvrages de collecte et d'épuration ou de gêner leur fonctionnement et de créer une menace pour l'environnement.

Les eaux usées et les eaux pluviales devront être correctement raccordées aux réseaux collectifs en place. Les raccordements devront se conformer aux dispositions du règlement du service assainissement et pourront faire l'objet de contrôles.

#### **Article 6 – CONVENTION DE DEVERSEMENT**

Sans objet.

#### **Article 7 – DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 1 an, à compter de sa signature.

Si l'établissement AU PETIT MOULIN désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président, par écrit, 3 mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté, en indiquant la durée pour laquelle il désire que l'autorisation soit renouvelée.

#### **Article 8 – AUTOSURVEILLANCE**

L'établissement AU PETIT MOULIN met en place une autosurveillance telle que définie en annexe II.

#### **Article 9 – PRELEVEMENTS ET CONTROLES**

La communauté de communes Dombes Saône Vallée s'autorise en plus de l'autosurveillance demandée à faire réaliser par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement, des contrôles contradictoires, de rejet de l'établissement, de façon inopinée et à ses frais.

Si l'un de ces contrôles révélait un dépassement des paramètres fixés dans le présent arrêté, un ou plusieurs contrôles supplémentaires pourraient être effectués par l'établissement jusqu'à ce que la preuve soit apportée que les dits paramètres sont respectés. La transmission des résultats à la communauté de communes devra être immédiate.

La communauté de communes se réserve la possibilité de fermeture du rejet au réseau en cas de non-conformité jusqu'à obtention de la conformité.

## **Article 10 – OBLIGATIONS D'ALERTE**

L'établissement AU PETIT MOULIN prend les mesures nécessaires pour prévenir les risques de déversement de produits dangereux et pour limiter les conséquences d'un déversement accidentel.

En cas de rejet accidentel au réseau d'assainissement de produits toxiques (notamment pour la santé du personnel travaillant en égout), corrosifs, susceptibles de provoquer des dégagements gazeux ou de rejets non conformes à la présente autorisation, l'établissement AU PETIT MOULIN doit alerter immédiatement par téléphone avec confirmation écrite par mail :

▪ **La communauté de communes Dombes Saône Vallée**

Contact : Service Assainissement

Téléphone : 04 78 08 97 66

Mail : assainissement@ccdsv.fr

▪ **L'exploitant du système d'assainissement : CHOLTON**

Contact : CHOLTON

Téléphone standard : 04 77 29 61 10

N° d'astreinte : 06 08 31 47 75/04 77 29 68 91



**Entreprise CHOLTON - Service Réseaux**

197, ancien Canal de la Madeleine

69440 ST MAURICE SUR DARGOIRE

Téléphone: 04 77 29 68 91

<http://www.choltonserp.com>

L'établissement AU PETIT MOULIN précisera la nature et la quantité du produit déversé. Cette alerte ne dispense pas le titulaire d'alerter les services publics d'urgence en cas de danger pour le voisinage, la clientèle ou le personnel de l'établissement.

## **Article 11 – CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'établissement devra en informer le président de la communauté de communes.

Toute modification apportée par l'établissement, et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Président de la communauté de communes.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la Police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

## Article 12 – EXECUTION

L'établissement AU PETIT MOULIN facilitera l'accès des agents du service assainissement de la communauté de communes, ou des personnes mandatées par ces services, à ses installations pour leur permettre d'effectuer toute inspection ou prélèvement nécessaire à l'exercice de leur mission de contrôle du bon respect des termes du présent arrêté.

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon, dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa notification à l'établissement AU PETIT MOULIN et à compter de l'affichage pour les tiers.

Fait à Trévoux, le 15 JAN. 2021.....

Le Président,  
Par délégation  
Le Vice-Président  
En charge de l'assainissement  
Gilles GARNIER

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 18 JAN. 2021  
N° récépissé télétransmission :  
Affichage le : 18 JAN. 2021



## ANNEXE I : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

Une visite a été effectuée le 29/05/2019 sur le site de l'établissement AU PETIT MOULIN. Les prescriptions suivantes découlent de cette visite.

L'établissement AU PETIT MOULIN doit identifier les matières et substances générées du fait de son activité et susceptibles d'être rejetées dans le réseau public d'assainissement.

L'établissement AU PETIT MOULIN doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour récupérer ces produits et éviter leur déversement dans le réseau public d'assainissement, dans le respect des prescriptions générales mentionnées à l'article 2 du présent arrêté.

L'établissement doit posséder un ouvrage dit 'regard de branchement' ou 'regard de façade' construit en limite de propriété sous le domaine public ou accessible directement depuis le domaine public, pour les rejets identifiés de type non domestique.

### 1. Usages de l'eau

L'établissement AU PETIT MOULIN utilise l'eau du réseau public d'alimentation en eau potable pour ses besoins domestiques assimilés domestiques.

A titre indicatif, la consommation d'eau annuelle de l'établissement est de 387 m<sup>3</sup>.

Outre les activités domestiques, les rejets assimilés domestiques de l'établissement potentiellement chargés en graisses sont issus des activités suivantes :

- Opérations de plonge (vaisselle et batterie) ;
- Nettoyage des sols de la cuisine.

### 2. Prescriptions applicables aux effluents

Sans objet.

### 3. Prescriptions de mise en conformité

**Les prescriptions de mise en conformité énoncés ci-dessous doivent être réalisées avant le 31/12/2021.**

**Concernant la conformité du système d'assainissement : Supprimer les eaux pluviales du réseau d'eaux usées. Trois gouttières à l'arrière du bâtiment et un chemin de grille dans la cour sont concernés.**

- Au vu de la configuration de la cour et des pentes, le chemin de grille peut être condamné. Sous réserve de faisabilité technique à vérifier par vos soins, les eaux pluviales pourraient être dirigées vers la partie enherbée de la cour pour infiltration. Le chemin de grille pourrait également être connecté à un ouvrage d'infiltration.
- Sous réserve de faisabilité technique à vérifier par vos soins, un ouvrage d'infiltration pourrait être créé dans la cour, à l'arrière du restaurant, afin de récupérer les trois gouttières et également le chemin de grille si nécessaire. Il vous est conseillé de réaliser **une étude de perméabilité des sols afin de déterminer le type d'ouvrage d'infiltration à mettre en place et son dimensionnement.**

**Concernant la conformité des rejets :**

- **Au vu du nombre de couverts moyen et de la superficie de la cuisine, un bac à graisse aérien de taille minimale d'1 L/s reprenant l'évier de la cuisine et la plonge doit être installé.** Pour un fonctionnement optimal, l'écumage du bac à graisse devra être réalisé 1 fois par semaine et la vidange complète 1 fois

par an. Il conviendra de nettoyer régulièrement la grille afin de limiter les départs de déchets organiques au réseau.

- Mettre en place des bacs de rétention au niveau de la cuisine pour stocker les produits neufs et en cours d'utilisation selon la règle suivante : « Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être muni d'une capacité de rétention supérieure ou égale à la plus grande des valeurs suivantes :
  - 100 % de capacité du plus gros contenant,
  - 50 % du volume total stocké. »
- Mettre en place un cahier de suivi de dépôts des huiles usagées en déchetterie (date et quantité).

## ANNEXE II : CARACTERISTIQUES DE L'AUTOSURVEILLANCE

L'établissement entretient convenablement ses canalisations de collecte d'effluents et procède à des vérifications régulières de leur bon état.

L'établissement AU PETIT MOULIN s'engage à respecter les modalités de stockage suivantes :

« Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être muni d'une capacité de rétention supérieure ou égale à la plus grande des valeurs suivantes :

- 100 % de capacité du plus gros contenant,
- 50 % du volume total stocké. »

La liste des produits utilisés sur le site et les volumes stockés seront tenus à disposition des agents gestionnaires des réseaux d'assainissement.

### 1. Entretien des installations

L'établissement AU PETIT MOULIN a l'obligation de maintenir en permanence ses installations de prétraitement et de traitement en bon état de fonctionnement.

Dispositifs	Localisation	Dimensions	Fréquence d'entretien
Bac à graisse	A définir Au niveau de la cuisine	A définir TN 1 minimum	1 fois par an par un prestataire agréé avec écrémage hebdomadaire

Chaque ouvrage sera inspecté à fréquence régulière et entretenu de manière à être en permanence opérationnel suivant ses caractéristiques et ses performances annoncées.

L'établissement AU PETIT MOULIN doit s'assurer que les déchets récupérés sont éliminés dans les conditions réglementaires en vigueur. Un cahier d'exploitation sera tenu à jour pour les ouvrages de traitement, chaque intervention ou vérification devra y être consignée, les bordereaux de suivi des déchets y seront conservés. Ce cahier sera tenu à disposition du gestionnaire du réseau public.

### 2. Surveillance des modalités de stockage et de la collecte des déchets

L'établissement AU PETIT MOULIN doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour récupérer ces produits et déchets en particulier liquides, et éviter leur déversement dans le réseau public d'assainissement, dans le respect des prescriptions générales mentionnées à l'Article 2 du présent arrêté.

Nom du déchet	Origine du déchet	Filière d'évacuation ou du traitement	Fréquence d'enlèvement et quantité
Huiles alimentaires	Cuisson	Déchetterie	Autant de fois que nécessaire

L'établissement transmettra à la communauté de communes chaque fin d'année une copie des Bordereaux de suivi des Déchets Industriels (BSDI) attestant de l'élimination finale des déchets.

### 3. Surveillance des rejets

Sans objet



---

DEMANDE D'AUTORISATION DE DEVERSEMENT  
D'EAUX USEES NON DOMESTIQUES AU RESEAU PUBLIC  
D'ASSAINISSEMENT

---

**Monsieur le Président**

Je soussigné(e) (*Nom et Prénom*) : .....  
Agissant en qualité de (*Fonction occupée*) .....  
Et disposant du pouvoir d'engager l'entreprise ci-dessous,

**Demande**

Une autorisation de déversement d'eaux usées non domestiques au réseau public d'assainissement, en application de l'article L1331-10 du code de la santé publique.

Pour l'entreprise (*Dénomination sociale*) :

Code NAF / APE :

Siret N°

Activités principales :

Nombre de salariés :

Date de démarrage de l'activité :

Installation Classée (ICPE) :  Non  Déclaration  Enregistrement  Autorisation depuis le  
Rubriques concernées :

Adresse du site faisant l'objet de la demande :

Tel :

Fax :

Mail :

Références cadastrales

Adresse du siège social si différent :

Tel :

Fax :

Mail :

Coordonnées du propriétaire si différent

**Il s'agit :**

D'une demande Initiale

D'une demande de renouvellement

Arrêté N°

du

Je joins à ma demande les pièces mentionnées au dos du présent formulaire et en certifie l'exactitude.

Cette demande ne dispense pas de faire une demande de branchement pour le raccordement au réseau public d'assainissement ([www.ccdsv.fr](http://www.ccdsv.fr),  > Services aux habitants > Eau et assainissement > Démarches > Assainissement collectif).

Fait à

Le

Signature du demandeur

### Liste des pièces à joindre pour une demande initiale :

- Un plan de masse du site orienté (repérage des rues, du Nord) avec le schéma de principe localisant :
  - o Toutes les activités du site (*domestiques, process, garages, aires de lavage, etc.*) ;
  - o Le compteur d'eau potable et le cas échéant d'autres sources (puits, forages, ...) ;
  - o Les réseaux d'eaux usées (*domestiques et non domestiques*) ;
  - o Les réseaux d'eaux pluviales ;
  - o Les surfaces extérieures imperméabilisées ;
  - o La position des boîtes de branchement eaux usées et eaux pluviales si elles existent ;
  - o La position des éventuels dispositifs d'assainissement non collectifs (cas d'un raccordement) ;
  - o La position des ouvrages de prétraitement eaux usées et eaux pluviales prévus ou existants.
  
- Factures d'eaux (site existant : sur un an, à défaut : estimation de la consommation annuelle future)
  
- Pour les établissements ICPE (Installation Classée pour la Protection de l'Environnement) :
  - o Une copie du dossier de demande d'autorisation ou de déclaration de l'installation (étude d'impact en particulier) ;
  - o Une copie de l'arrêté préfectoral ICPE ;
  - o Le rapport de synthèse de la campagne RSDE (Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau) si l'établissement est concerné.
  
- Pour les projets de construction ou d'extension : la demande doit être déposée si possible avant le dépôt de permis de construire (à défaut parallèlement), accompagnée de l'ensemble des pièces nécessaires à l'étude du dossier.

### Liste des pièces à joindre pour une demande de renouvellement :

- Etat d'avancement des mises en conformité prescrites dans l'arrêté, selon modèle joint ;
- Documents demandés dans l'arrêté et non transmis à la date de la demande.

#### **Demande à retourner à**

Communauté de Communes Dombes Saône Vallée

Service Assainissement

627 Route de Jassans – BP 231 – CS 60231

01602 TREVOUX

Ou par mail : [assainissement@ccdsv.fr](mailto:assainissement@ccdsv.fr)